METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE

APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE DE FINANCEMENT DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MARSEILLE RÉNOVATION URBAINE POUR LA RÉALISATION DES OPÉRATIONS SOUS MAITRISE D'OUVRAGE GIP-MRU PRÉVUES AU PROTOCOLE NPNRU DE MARSEILLE-PROVENCE

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain.

Le GIP pour le GPV « Marseille - Septèmes » devenu « Marseille Rénovation Urbaine » le 9 décembre 2011, a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003. Son programme d'intervention consiste à élaborer et mettre en œuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille du Programme National de Rénovation Urbaine et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'adopter l'avenant N°1 à la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence et d'autoriser le Président ou son représentant à signer le présent avenant.

Avenant N°1

à la Convention pluriannuelle de financement
entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le
Groupement d'Intérêt Public Marseille
Rénovation Urbaine pour la réalisation des études
prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat,
l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et
la ville de Marseille pour les opérations sous
Maitrise d'ouvrage GIP-MRU
dite Convention B

Entre les soussignés :

L'E.P.C.I.

La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par

Son Président en exercice régulièrement habilité à signer la présente convention par délibération n°/.... du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné

« la Métropole »

ET

l'Association Urbaine

Le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation

représentée par

Sa Président, Madame Arlette FRUCTUS

ci-après désignée

« Le GIP-MRU »

Il est convenu ce qui suit :

VU la convention constitutive du groupement d'intérêt public Marseille Rénovation Urbaine signée le 27 mars 2003 et ses avenants,

VU le protocole d'application de la convention constitutive du groupement d'intérêt public Marseille Rénovation Urbaine signé et ses avenants,

Est convenu ce qui suit,

L'avenant N°1 Annule et remplace la convention initiale du 28 novembre 2016

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le présent avenant N°1 à la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et la ville de Marseille, a pour objectif de préciser la participation et les conditions de versement de la Métropole aux études sous maîtrise d'ouvrage du GIP-MRU. Cet avenant se justifie par les dispositions énoncées en CE de l'ANRU le 12 décembre 2016 et le texte du protocole de préfiguration du NPNRU, signé le 21 décembre 2017.

ARTICLE 2 : Etudes envisagées pour la période 2016-2019 et budgets alloués (annexe 1)

Le montant de financement de la Métropole pour les études sous maîtrise d'ouvrage GIP – MRU (dont le montant global est estimé à 4 430 000 € HT dans le cadre du protocole, hors frais de fonctionnement pour la période 2016-2019) du protocole de préfiguration est fixé à 879 000 €.

Les nouvelles règles financières du NPNRU impliquent un plan de financement des opérations sur une base HT. Laissant un reste à charge (1) sur les dépenses TTC dont le financement est à prendre en compte, le GIP-MRU ne disposant pas de ressource permettant de le supporter.

La métropole étant le porteur des projets de rénovation urbaine, il a été convenu qu'elle prenne à sa charge, en plus de sa subvention pour chaque opération, le reste à charge de l'ensemble des opérations portées par le GIP-MRU. Le coût de ce reste à charge sur l'ensemble des opérations dont le GIP-MRU est Maître d'ouvrage se monte à 886 000€.

Afin de respecter un équilibre financier des opérations, la participation totale de la Métropole pour chaque opération sera calculée sur le reste à charge du GIP-MRU après réception de toutes les subventions, avec une participation maximum de la métropole de 1 765 000 € dont le détail par opération est indiqué dans le tableau financier ci-joint.

La participation totale de la Métropole est donc plafonnée à 1 765 000 €.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le versement des subventions allouées aux différentes études interviendra :

- à hauteur de 50% dès la signature de la convention
- puis par acompte par ligne étude selon le taux d'avancement (1) de chacune d'elle, plafonnés à 80 % de la participation maximum de la Métropole, avec un état récapitulatif des dépenses

réglées de l'opération. Cet état sera attesté et signé conjointement par le Comptable habilité (Comptable public) et le Représentant du GIP-MRU.

- Le solde, sur le reste à charge (2) du GIP-MRU, sur présentation d'une demande de solde, du GIP MRU, par étude, à laquelle sera jointe un état récapitulatif des dépenses réglées, établi par le Maître d'ouvrage de l'opération et un état des subventions reçues des autres financeurs. Ces états seront attestés et signés conjointement par le Comptable habilité (Comptable public ou Expert comptable selon le statut juridique de l'organisme Maître d'ouvrage) et le Représentant du Maître d'ouvrage de l'opération.

Les états récapitulatifs de dépenses devront mentionner l'objet, l'émetteur de la facture, le montant, la date et les références du règlement.

(1) : Le taux d'avancement des opérations sera calculé sur le montant HT (Montant des dépenses réalisées HT / Base subventionnable prévisionnelle de l'opération HT).

(2) : Le reste à charge est calculé à partir du total TTC des dépenses relatives à l'opération concernée déduction faite de l'ensemble des subventions reçues liées à cette opération y compris les acomptes déjà versés par la métropole

ARTICLE 3 : COMMUNICATION

Le soutien financier de la Métropole apparaîtra sur tous les moyens de communication utilisés pour informer le public

ARTICLE 4 : BILAN, EVALUATION, ET MODALITES DE CONTROLE

La Métropole en tant que membre du GIP-MRU sera tenue informée de l'avancement et des éventuelles difficultés susceptibles de générer un retard de mise en œuvre du programme convenu.

La Métropole pourra à tout moment demander au GIP-MRU de faciliter le contrôle de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs de la présente convention, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

La Métropole en tant que membre du GIP-MRU, aura connaissance chaque année, d'un bilan d'avancement des prestations.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

Après transmission au Contrôle de Légalité, la présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification par la Métropole.

Elle expirera après le paiement par la Métropole au GIP MRU des sommes dues au titre de l'ensemble des dépenses relatives aux études.

Les dépenses concernant les opérations listées dans l'annexe et engagées antérieurement à la signature de la convention, seront cependant prises en compte pour le calcul de la subvention.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Convention pourra être modifiée à l'initiative des parties par voie d'avenant.

Fait à Marseille, le..... en deux exemplaires originaux

**Pour la Métropole d'Aix- Marseille
- Provence
Le Président**

Monsieur Jean-Claude GAUDIN

**Pour le GIP Marseille Rénovation
Urbaine
La Présidente**

Madame Arlette FRUCTUS